

NATHALIE TEHIO,  
présidente de la LDH

« Notre combat est un refus du repli identitaire, en faveur d'une société inclusive et solidaire, où la maison commune accueille chacun sans discrimination. »

## 2025. Une année de combat!

L'état du monde ne peut certes pas nous rendre optimistes mais il ne faut jamais oublier que la mobilisation produit des effets inespérés. Aussi, bonne année à toutes et tous ! L'investiture de Donald Trump à la tête du pays le plus puissant du monde nous rappelle combien la démocratie est fragile et ô combien précieuse. Le choix de gracier immédiatement ses partisans à l'assaut du Capitole est une négation de la séparation des pouvoirs. Ses premières mesures démontrent en outre que l'extrême droite au pouvoir s'attaque d'abord aux minorités, ethniques ou sexuelles.

Nous devons donc être vigilants face aux discours de haine. Certaines limites à la liberté d'expression sont nécessaires à la démocratie. La Cour européenne des droits de l'Homme applique ainsi la théorie de l'abus de droit : la personne qui sape les fondements mêmes de la démocratie en niant les droits inclus dans la Convention ne peut pas se revendiquer de la liberté d'expression posée par l'article 10. Elle l'a jugé notamment à propos des propos négationnistes de Dieudonné. Et c'est pourquoi la LDH s'est récemment mobilisée par la création d'un collectif pour aider les utilisateurs à quitter X d'Elon Musk, qui promeut les discours d'extrême droite, et ce au-delà de la « simple » absence de modération des contenus d'autres réseaux sociaux qui cèdent aussi à la vague trumpiste. Il nous faut continuer à combattre les actes racistes ou sexistes ; mais également les propositions d'exclusion, comme, par exemple, celle de suppression de l'aide médicale d'Etat. Cette annonce est topique pour démontrer que la remise en cause des droits pour certains finit par tous nous toucher, puisque cette mesure serait contraire à un objectif de santé publique. Les discours identitaires peut se cacher derrière une apparence de tradition, sous des symboles culturels. Il en est ainsi des crèches de la nativité, revendiquées comme telles par

les municipalités d'extrême droite de Béziers, Beaucaire et Perpignan, installées à l'intérieur des mairies. Pourtant, l'interdiction de signes religieux dans les mairies date de la loi de 1905 et peut revendiquer une « tradition », en ce sens ! La virulence des attaques à l'encontre des recours portés par la LDH démontre que l'extrême droite entend, derrière le discours faussement naïf « c'est jolii une crèche », tracer une frontière entre « nous », obligatoirement d'identité chrétienne, et « eux », en visant implicitement les musulmans et les juifs.

Notre combat est ainsi un refus du repli identitaire, en faveur d'une société inclusive et solidaire, où la maison commune accueille chacun sans discrimination.

Le terme de solidarité est malheureusement oublié des politiques publiques. L'Etat est censé proposer un plan quinquennal d'éradication de la pauvreté, dont on ne parle même plus. Et les gouvernements Macron ne cessent de prendre des mesures accroissant les inégalités, en rendant ensuite chacun responsable de sa situation sociale ; le RSA conditionné en est un exemple type, imposant de surcroît des devoirs comme pour obtenir la charité, alors qu'un droit est inconditionnel.

Et il n'y a pas non plus de politique tournée vers les jeunes, hormis celle destinée à les museler, ou à les embrigader. Or, les droits sont pour toutes et tous. Nous devons porter l'universalité des droits, face à tous ceux qui créent de fait des exclus en accroissant l'ineffectivité desdits droits (le camp des néolibéraux) et à tous ceux qui veulent les réserver à certains (l'extrême droite). Ces derniers incarnent la négation des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.

Nous répondrons présents pour défendre ces principes et les libertés. Alors, 2025, année de combat ! Ensemble, soyons plus forts ! ●